

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N° 3**

**DELEGATION DE POUVOIRS AU MAIRE EN APPLICATION  
DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GENERAL DES  
COLLECTIVITES TERRITORIALES**

## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

### **DELEGATION DE POUVOIRS AU MAIRE EN APPLICATION DES ARTICLES L. 2122-22 et L1413-1 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

Les articles L2122-22 et L1413-1 du code général des collectivités territoriales autorisent le Conseil municipal à déléguer au Maire un certain nombre de compétences dans le but d'assurer une simplification et une meilleure efficacité du fonctionnement des services municipaux.

Je vous propose donc de donner délégation au Maire, pendant la durée de son mandat, pour accomplir les actes et opérations suivants :

*1° arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;*

*2° fixer, dans la limite de 5000 euros par tarif, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;*

*3° procéder, dans les limites des crédits inscrits au budget de la ville, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;*

*4° prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;*

*5° décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;*

*6° passer les contrats d'assurance ainsi qu'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;*

*7° créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;*

*8° prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;*

*9° accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;*

*10° décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;*

*11° fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;*

*12° fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes ;*

*13° décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;*

14° fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, et déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code, et ce dans toutes les hypothèses susceptibles de se présenter ;

16° intenter au nom de la commune les actions en justice ou défendre la commune dans les actions en justice de toute nature intentées contre elle, devant toutes juridictions, notamment les juridictions administratives et judiciaires, de première instance, d'appel ou de cassation, qu'il s'agisse notamment d'une assignation, d'une intervention volontaire, d'une constitution de partie civile, d'un dépôt de plainte avec constitution de partie civile, d'une citation directe, d'une procédure d'urgence, d'une procédure de référé, d'une action conservatoire ou de la décision de désistement d'une action ;

17° régler les conséquences dommageables de tous les accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux ;

18° donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 15 millions d'euros ;

21° exercer, au nom de la commune et dans toutes les hypothèses fixées par les textes, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme ;

22° exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ;

23° prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.

24° autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion à toutes les associations dont elle est membre.

Conformément à l'article L.2122-23 du code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte, à chacune des réunions du conseil municipal, des décisions qui auront été prises en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par ailleurs, conformément à l'article L1413-1 du code général des collectivités territoriales, il vous est proposé de déléguer au Maire, pour la durée de son mandat, le soin de saisir pour avis la Commission consultative des services publics locaux sur tout projet de délégation de service public, sur tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, sur tout projet de partenariat et sur tout projet de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche et de développement tels que visés audit article.

## LE CONSEIL,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L1413-1, L2122-18, L. 2122-22 et L2122-23,

Vu le rapport de la direction générale,

Considérant que le Conseil municipal peut déléguer au Maire un certain nombre de compétences dans le but d'assurer une simplification et une meilleure efficacité du fonctionnement des services municipaux,

## DELIBERE :

**Article 1<sup>er</sup> :** Le Maire est chargé, par délégation du Conseil municipal et pour la durée de son mandat, d'exercer les pouvoirs suivants :

1° arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;

2° fixer, dans la limite de 5000 euros par tarif, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;

3° procéder, dans les limites des crédits inscrits au budget de la ville, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

4° prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° passer les contrats d'assurance ainsi qu'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12° fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes ;

13° décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, et déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code, et ce dans toutes les hypothèses susceptibles de se présenter ;

16° intenter au nom de la commune les actions en justice ou défendre la commune dans les actions en justice de toute nature intentées contre elle, devant toutes juridictions, notamment les juridictions administratives et judiciaires, de première instance, d'appel ou de cassation, qu'il s'agisse notamment d'une assignation, d'une intervention volontaire, d'une constitution de partie civile, d'un dépôt de plainte avec constitution de partie civile, d'une citation directe, d'une procédure d'urgence, d'une procédure de référé, d'une action conservatoire ou de la décision de désistement d'une action ;

17° régler les conséquences dommageables de tous les accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux ;

18° donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 15 millions d'euros ;

21° exercer, au nom de la commune et dans toutes les hypothèses fixées par les textes, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme ;

22° exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ;

23° prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.

24° autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion à toutes les associations dont elle est membre.

**Article 2 :** Le Conseil municipal délègue au Maire, pour la durée de son mandat, le soin de saisir pour avis la commission consultative des services publics locaux sur tout projet de délégation de service public, sur tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, sur tout projet de partenariat et sur tout projet de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche et de développement tels que visés à l'article L1413-1 du code général des collectivités territoriales.

**Article 3 :** Les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la délégation sont prises, en cas d'absence ou d'empêchement du Maire, par :

- un adjoint ou un conseiller délégué lorsque ladite décision peut se rattacher à une délégation donnée par le Maire dans le cadre de l'article L2122-18 du code général des collectivités territoriales,
- ou un adjoint dans l'ordre des nominations quand la décision ne se rattache à aucune délégation.

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N°4**

**REPARTITION DES INDEMNITES DE FONCTION  
ATTRIBUEES AUX MAIRE, ADJOINTS ET  
CONSEILLERS MUNICIPAUX DELEGUES**

## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

### **REPARTITION DES INDEMNITES DE FONCTION ATTRIBUEES AUX MAIRE, ADJOINTS ET CONSEILLERS MUNICIPAUX DELEGUES**

En application des articles L.2123-20 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, les fonctions d'élu local peuvent donner lieu à une indemnisation destinée à couvrir les frais liés à l'exercice du mandat.

Ces indemnités sont fixées par référence au montant du traitement indiciaire correspondant à l'indice terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique, soit l'indice brut 1015.

Dans les communes de 20.000 à 49.999 habitants, l'enveloppe indemnitaire maximale est composée de :

- 90 % de l'indice brut 1015 pour le maire, conformément à l'article L.2123-23 du C.G.C.T.
- 33 % de l'indice brut 1015 pour les adjoints, conformément à l'article L.2123-24 du C.G.C.T.

Considérant la désignation de onze adjoints, l'enveloppe globale des indemnités est donc de 17220 euros (453 % de l'indice brut 1015).

En application des articles L. 2122-18 et L. 2122-20 du C.G.C.T, les conseillers auxquels le maire délègue une partie de ses fonctions peuvent également percevoir une indemnité. Cette indemnité doit s'inscrire dans la limite de l'enveloppe globale des indemnités susceptibles d'être allouées aux maire et aux adjoints.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- de fixer l'indemnité de fonction du maire à 103,5 % de l'indice brut 1015 (majoration de 15 % comprise)
- de fixer l'indemnité de fonction des adjoints à 33.59 % de l'indice brut 1015 (majoration de 15 % comprise)
- de fixer l'indemnité de fonction des conseillers municipaux délégués à 11 % de l'indice brut 1015

## **LE CONSEIL,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2123-20 et suivants ;

Considérant que les fonctions d'élu local sont gratuites, mais peuvent donner lieu à une indemnisation destinée à couvrir les frais liés à l'exercice du mandat ;

Considérant que le maire souhaite déléguer une partie de ses fonctions à trois conseillers municipaux en application des articles L. 2122-18 et L. 2122-20 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la Ville de Puteaux est une commune chef-lieu de canton et, qu'à ce titre, des majorations d'indemnités de fonction peuvent être attribuées à hauteur de 15 % ;

Vu le rapport de présentation ;

### **DELIBERE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le montant maximal de l'enveloppe des indemnités de fonction du maire et des adjoints est égal au total de l'indemnité maximale du Maire (90% de l'indice brut 1015) et du produit de 33% de l'indice brut 1015 par le nombre d'adjoints ;

**Article 2** : L'indemnité versée au maire, adjoints et conseillers délégués pour l'exercice de leurs fonctions est fixée au taux suivants :

**Maire** : 90 % de l'indice brut 1015

**Adjoint** : 29.21 % de l'indice brut 1015.

**Conseiller municipal délégué** : 11 % de l'indice brut 1015.

**Article 3** : Une majoration de 15 % au titre des communes chefs-lieux de canton est appliquée aux indemnités de fonction versées au maire et aux adjoints au maire.

**Article 4** : Les indemnités de fonction sont payées mensuellement et revalorisées en fonction de la valeur du point d'indice des fonctionnaires

**Article 5** : La date d'effet est fixée au 28 mars 2013, date d'installation du nouveau Conseil municipal.

**Article 6** : Les crédits sont prévus au budget communal, chapitre 65.

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.  
Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*



**REPARTITION DES INDEMNITES DE FONCTION ATTRIBUEES AUX MAIRE, ADJOINTS  
ET CONSEILLERS MUNICIPAUX DELEGUES**

Elus	% de l'indice brut terminal (avec majoration de 15 %)
------	--

Maire	103, 5 %
-------	----------

1er adjoint	33.59 %
2ème adjoint	33.59 %
3ème adjoint	33.59 %
4ème adjoint	33.59 %
5ème adjoint	33.59 %
6ème adjoint	33.59 %
7ème adjoint	33.59 %
8ème adjoint	33.59 %
9ème adjoint	33.59 %
10ème adjoint	33.59 %
11ème adjoint	33.59 %

1er conseiller délégué	11 %
2ème conseiller délégué	11 %
3ème conseiller délégué	11 %

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N° 5**

**EXERCICE DU DROIT A LA FORMATION DES ELUS**

## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

### EXERCICE DU DROIT A LA FORMATION DES ELUS

Le Code général des collectivités territoriales reconnaît aux conseillers municipaux le droit à une formation adaptée à leurs fonctions (articles L. 2123-12 et -13 CGCT).

Le Conseil municipal doit obligatoirement se prononcer sur l'exercice du droit à la formation de ses membres dans les trois mois suivant son renouvellement puis tous les ans. Il doit déterminer les orientations et les crédits ouverts à ce titre.

Si les frais de formation des élus constituent une dépense obligatoire pour la commune, le montant de ces dépenses de formation ne peut excéder 20 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux élus de la commune. La prise en charge par la commune des dépenses consécutives à la formation est subordonnée à l'agrément, par le Ministère de l'Intérieur, de l'organisme qui dispense la formation et par la disponibilité des crédits nécessaires au financement de l'opération.

Le droit à la formation concerne l'ensemble des domaines relatifs à l'exercice du mandat de l'élu communal.

Il est proposé au Conseil municipal, pour l'exercice 2014, de fixer les dépenses de formation, par année, à 20% des indemnités de fonction allouées aux élus de la commune.

## **LE CONSEIL,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2123-12 à L. 2123-16 et R. 2123-12 à R. 2123-22,

Vu la loi n° 92-108 du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux,

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité,

Vu le rapport de la Direction générale,

Considérant que les membres d'un conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions,

Considérant que conformément à l'article L. 2123-12 du Code général des collectivités territoriales, dans les trois mois suivant son renouvellement, le Conseil municipal délibère sur l'exercice du droit à la formation de ses membres et détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre,

## **DELIBERE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Le montant des dépenses de formation sera fixé par an, à 20% du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux élus municipaux.

**Article 2 :** La dépense correspondante sera imputée sur les crédits inscrits au budget de l'année en cours, chapitre 65, article 6535.

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N°6**

**REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU  
SEIN DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES**

## **RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE**

### **REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES**

La Commission d'appel d'offres est un organe de contrôle de la transparence et de la régularité des procédures de passation des marchés publics, ainsi qu'un organe de décision d'attribution des marchés publics.

Aux termes de l'article 22 du Code des Marchés Publics, outre le Maire, Président, ou son représentant, ladite Commission est composée de cinq membres titulaires et cinq membres suppléants élus au sein du Conseil municipal à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

L'élection a lieu sur la même liste sans panachage, ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages.

Il est précisé que cette Commission est unique au sein de la Collectivité et qu'elle a un caractère permanent.

Il est proposé au Conseil municipal d'élire 5 membres titulaires et 5 membres suppléants du Conseil municipal, par vote à bulletin secret, conformément à l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

## LE CONSEIL,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-21 et L. 2121-22,

Vu le Code des marchés publics, et notamment son article 22,

Vu le rapport de la Direction générale,

Considérant qu'à la suite des élections municipales du 23 mars 2014, il convient de désigner les membres de la Commission d'appel d'offres et ce, pour la durée du mandat,

## DELIBERE :

**Article unique :** Par vote à bulletin secret au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel, sont déclarés élus pour siéger au sein de la Commission d'appel d'offres de Puteaux :

### Titulaires :

- 
- 
- 
- 
- 

### Suppléants :

- 
- 
- 
- 
- 

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*

*Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N°7**

**REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN  
DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES  
PUBLICS LOCAUX**



## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

### **REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX**

La commission consultative des services publics locaux est instituée pour l'ensemble des services publics confiés à un tiers par convention de délégation de service public ou exploités en régie dotée de l'autonomie financière. Elle est consultée sur les projets de délégations, de régies personnalisées, de partenariats, examine les rapports annuels sur les services et peut se saisir de toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux.

Aux termes de l'article 1413-1 du Code général des collectivités territoriales, ladite commission présidée par le maire ou son représentant, comprend des membres du conseil municipal désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle et des représentants d'associations locales, nommés librement par le conseil.

Il est proposé au Conseil municipal de procéder à la désignation, au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel :

- 5 membres titulaires
- 5 membres suppléants
- 4 représentants d'associations locales

## LE CONSEIL,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1411-4, L. 1413-1 et L.2121-21,

Vu le rapport de la Direction générale,

Considérant qu'à la suite des élections municipales du 23 mars 2014, il convient de désigner 5 membres titulaires, 5 membres suppléants et 4 représentants d'associations locales de la commission consultative des services publics locaux,

## DELIBERE :

**Article unique** : Par vote à bulletin secret au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel, sont déclarés élus pour représenter le Conseil municipal au sein de la Commission consultative des services publics locaux :

### Titulaires :

- 
- 
- 
- 
- 

### Suppléants :

- 
- 
- 
- 
- 

### Représentants des associations :

- 
- 
- 
- 

*« La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.  
Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de Justice Administrative, les personnes résidant en outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance respectivement de un et deux mois pour saisir le Tribunal. »*

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N°8**

**REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU  
SEIN DE LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS  
POUR LES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC**

## **RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE**

### **REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DE LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS POUR LES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC**

La Commission d'ouverture des plis intervient dans la procédure de passation des délégations de service public.

Elle dresse la liste des candidats admis à présenter une offre et donne un avis sur les propositions des candidats. Par ailleurs, tout projet d'avenant à une délégation de service public entraînant une augmentation de son montant global supérieur à 5 %, est soumis pour avis à ladite commission.

Aux termes de l'article 1411-5 du Code général des collectivités territoriales, outre le Maire, Président, ou son représentant, ladite Commission est composée de cinq membres titulaires et cinq membres suppléants élus au sein du Conseil Municipal à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Il est précisé que cette Commission est unique au sein de la Collectivité et qu'elle peut avoir un caractère permanent.

Il est proposé au Conseil municipal de procéder à la désignation de :

- 5 membres titulaires
- 5 membres suppléants

## **LE CONSEIL,**

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1411-5, L. 2121-21, L. 2121-22 et D. 1411-3,

Vu le rapport de la Direction générale,

Considérant qu'à la suite des élections municipales du 23 mars 2014, il convient de désigner 5 titulaires et 5 suppléants de la Commission d'ouverture des plis pour les délégations de service public,

## **DELIBERE :**

**Article unique** : Par vote à bulletin secret au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel, sont déclarés élus pour siéger au sein de la Commission d'ouverture des plis pour les délégations de service public de Puteaux :

### **Titulaires** :

- 
- 
- 
- 
- 

### **Suppléants** :

- 
- 
- 
- 
-

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N° 9**

**FIXATION DU NOMBRE D'ADMINISTRATEURS AU SEIN DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL  
D'ACTION SOCIALE – DESIGNATION DES  
REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL**

## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

### **FIXATION DU NOMBRE D'ADMINISTRATEURS AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE – DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) anime une action générale de prévention et de développement social dans la commune et ce, en liaison étroite avec les institutions publiques et privées.

Présidé de droit par le Maire, son conseil d'administration est composé à parité d'élus municipaux et de membres nommés par le Maire parmi des personnalités extérieures au Conseil municipal participant à des actions sociales menées dans la ville de Puteaux.

En application de l'article L.123-6 du Code de l'action sociale et des familles, il appartient au Conseil municipal de fixer le nombre des membres du conseil d'administration du CCAS.

Eu égard à l'importance et à la diversité de l'activité du CCAS de Puteaux, il est proposé de fixer à 15 le nombre d'administrateurs et donc de fixer à 7 le nombre de conseillers municipaux siégeant au sein du conseil d'administration.

Conformément à l'article R. 123-8 du Code de l'action sociale et des familles, les membres élus par le Conseil municipal le sont au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel et le scrutin est secret.

Il est donc proposé au Conseil municipal de fixer à 15 le nombre d'administrateurs du CCAS et de procéder à la désignation de 7 conseillers municipaux pour siéger au sein du conseil d'administration.

## **LE CONSEIL,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-21,

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L. 123-10, R. 123-7, R. 123-8 et R. 123-10,

Vu le rapport de la Direction générale,

Considérant que conformément à l'article R. 123-7 du Code de l'action sociale et des familles, le nombre des membres du conseil d'administration est fixé par délibération du Conseil municipal,

Considérant que conformément à l'article R. 123-10 du même code, dès son renouvellement, le conseil municipal procède, dans un délai maximum de deux mois, à l'élection des nouveaux membres du conseil d'administration du Centre communal d'action sociale,

Considérant que conformément à l'article R. 123-8 du même code, les membres élus en son sein par le Conseil municipal le sont au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel et que le scrutin est secret,

### **DELIBERE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Le nombre des membres du conseil d'administration du Centre communal d'Action sociale est fixé à 15.

**Article 2 :** Le nombre de représentants du Conseil municipal au sein du conseil d'administration du Centre communal d'action sociale est fixé à 7.

**Article 3 :** Par vote à bulletin secret au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel, sont déclarés élus pour représenter le Conseil municipal au sein du conseil d'administration du Centre communal d'action sociale de Puteaux :

- 
- 
- 
- 
- 
- 
-



# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N°10**

**FIXATION DU NOMBRE DE REPRESENTANTS DU CONSEIL  
MUNICIPAL AU SEIN DU COMITE DE LA CAISSE DES  
ECOLES - DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU  
CONSEIL MUNICIPAL**

## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

### **FIXATION DU NOMBRE DE REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU COMITE DE LA CAISSE DES ECOLES - DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL**

La Caisse des écoles est un établissement public administratif destiné à faciliter la fréquentation de l'école par des aides aux élèves en fonction des ressources de leur famille.

Conformément à l'article R. 212-26 du code de l'éducation, les Caisses des écoles sont administrées par un Comité composé :

- du Maire, Président de droit,
- de l'Inspecteur de l'Education Nationale chargé de la circonscription ou son représentant,
- d'un membre désigné par le Préfet,
- de deux Conseillers municipaux désignés par le Conseil municipal,
- de trois membres élus par les Sociétaires réunis en assemblée générale ou par correspondance s'ils sont empêchés.

Le nombre de Conseillers municipaux peut, par délibération motivée, être porté à un chiffre plus élevé sans toutefois excéder le tiers des membres du Conseil municipal (soit 14). Dans ce cas, les sociétaires peuvent alors désigner autant de représentants supplémentaires que le Conseil municipal en désigne en plus de l'effectif normal.

Au vu de l'activité de la Caisse des écoles, son effectif avait été antérieurement porté à 4 conseillers.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- de maintenir à 4 le nombre de Conseillers municipaux appelés à siéger au Comité de la Caisse des écoles,
- et de procéder à leur désignation au scrutin majoritaire.

## **LE CONSEIL,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-21,

Vu le Code l'éducation et notamment son article R.212-26,

Vu les statuts de la Caisse des écoles de Puteaux,

Vu le rapport de la Direction générale,

Considérant que le Conseil municipal doit fixer le nombre de ses représentants appelés à siéger au sein du Comité de la Caisse des écoles,

Considérant que le nombre de Conseillers municipaux peut, par délibération motivée, être porté à un chiffre plus élevé sans toutefois excéder le tiers des membres du Conseil municipal,

Considérant que l'activité de cet établissement public communal justifie le maintien de 4 représentants,

Considérant qu'il y a lieu de procéder à la désignation des 4 représentants de la commune au sein du Comité de la Caisse des écoles de Puteaux,

### **DÉLIBÈRE :**

**Article 1** : Fixe à 4 le nombre de représentants du Conseil municipal appelés à siéger au sein du Comité de la Caisse des écoles, le Maire étant président de droit.

**Article 2** : Au scrutin majoritaire uninominal, sont déclarés élus pour représenter la Commune au sein du Comité de la Caisse des écoles :

- 
- 
- 
-

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N°11**

**REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU  
SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OFFICE  
PUBLIC DE L'HABITAT DE PUTEAUX**

## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

### **REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE PUTEAUX**

Les membres du Conseil d'administration de l'Office Public de l'Habitat (OPH) de Puteaux, à l'exception des représentants des locataires, font l'objet d'une nouvelle désignation après chaque renouvellement total du Conseil municipal.

Lors de la réunion suivant son renouvellement, le Conseil municipal détermine l'effectif du Conseil d'administration et désigne ses représentants, ainsi que le représentant des associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées (article R. 421-8 du Code de la construction et de l'habitation).

Compte tenu notamment de la répartition géographique du patrimoine de l'office et de l'importance de son parc, il est proposé au Conseil municipal de maintenir le nombre de membres du Conseil d'administration de l'OPH de Puteaux à 23.

Lorsque l'effectif des membres du Conseil d'administration est fixé à 23, ce dernier est composé de 13 représentants de la commune, désignés par le Conseil municipal.

Parmi ces 13 membres, 6 sont désignés en son sein. Les autres représentants, qui ne sont pas des élus de la collectivité de rattachement, sont choisis en qualité de personnalités qualifiées en matière d'urbanisme, de logement, d'environnement ou en matière d'affaires sociales.

2 des personnalités qualifiées ont la qualité d'élu d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de coopération intercommunale du ressort de compétence de l'office, autre que la commune de rattachement.

Il est proposé au Conseil municipal de procéder à la désignation, au scrutin majoritaire uninominal, pour siéger au sein du Conseil d'administration de l'OPH de Puteaux :

- de 6 conseillers municipaux
- de 7 personnalités qualifiées (dont 2 ayant la qualité d'élu d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de coopération intercommunale du ressort de compétence de l'office, autre que la commune de rattachement)
- un représentant des associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées

## **LE CONSEIL,**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2121-21,

Vu le code de la Construction et de l'habitation et notamment ses articles L. 421-8, R. 421-4, R. 421-5 et R. 421-8,

Vu le rapport de la Direction générale,

Considérant que conformément à l'article R. 421-8 du Code de la construction et de l'urbanisme, les membres du Conseil d'administration de l'Office Public de l'Habitat (OPH), à l'exception des représentants des locataires, font l'objet d'une nouvelle désignation après chaque renouvellement total du Conseil municipal,

Considérant que lors de la réunion suivant son renouvellement, le Conseil municipal détermine l'effectif du Conseil d'administration et désigne ses représentants, ainsi que le représentant des associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées,

Considérant la répartition géographique du patrimoine de l'office et de l'importance de son parc,

### **DELIBERE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Le nombre de membres du Conseil d'administration de l'OPH de Puteaux est fixé à 23.

**Article 2 :** Au scrutin majoritaire uninominal, sont désignés pour représenter la Commune au sein du Conseil d'administration de l'OPH de Puteaux :

#### **- en tant que conseillers municipaux :**

- 
- 
- 
- 
- 
- 

#### **- en tant que personnalités qualifiées :**

- 
- 
- 
- 
-

- en tant que personnalités qualifiées ayant la qualité d'élus d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de coopération intercommunale du ressort de compétence de l'office, autre que la commune de rattachement :

-

-

**Article 3 :** Est désigné au sein dudit Conseil d'administration, en tant que membre représentant les associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées :

-

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N°12**

**REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU  
SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE  
L'ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT DE  
LA DEFENSE SEINE ARCHE (EPADESA)**



## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

### **REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT DE LA DEFENSE SEINE ARCHE (EPADESA)**

L'Etablissement Public d'Aménagement de la Défense Seine Arche (EPADESA) est chargé de procéder à toute opération de nature à favoriser l'aménagement, le renouvellement urbain, le développement économique et social et le développement durable des espaces de son ressort.

L'article 5 du décret n° 2010-743 du 2 juillet 2010 portant création de l'EPADESA précise que la fonction de ceux qui siègent en qualité de représentant des collectivités territoriales au sein du Conseil d'administration cesse avec le mandat électif dont ils sont investis.

Il est donc proposé au Conseil municipal, au scrutin majoritaire uninominal, de procéder à la désignation d'un représentant du Conseil municipal au sein du Conseil d'administration de l'EPADESA.

## **LE CONSEIL,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-21,

Vu le décret n°2010-743 du 2 juillet 2010 portant création de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Défense Seine Arche (EPADESA) et dissolution de l'Etablissement Public pour l'Aménagement de la région dite de la Défense (EPAD) et de l'Etablissement Public d'Aménagement de Seine-Arche (EPASA), et notamment son article 5,

Vu la délibération n°1928 du 27 juin 2013 portant désignation du représentant de la Commune au sein du Conseil d'administration de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Défense Seine-Arche (EPADESA),

Vu les résultats des élections du 23 mars 2014,

Vu le rapport de la Direction générale,

Considérant que la fonction de ceux qui siègent en qualité de représentant des collectivités territoriales au sein du Conseil d'administration de l'EPADESA cesse avec le mandat électif dont ils sont investis,

Considérant qu'il y a lieu de désigner un représentant du Conseil municipal au sein du Conseil d'administration de l'EPADESA,

## **DELIBERE :**

**Article unique :** Au scrutin majoritaire uninominal est déclaré(e) élu(e) pour représenter le Conseil municipal au sein du Conseil d'administration de l'EPADESA :

-

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N°13**

**REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU  
SYNDICAT MIXTE DES HAUTS-DE-SEINE POUR  
L'ELIMINATION DES ORDURES MENAGERES (SYELOM)**

## **RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE**

### **REPRESENTATION AU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU SYNDICAT MIXTE DES HAUTS-DE-SEINE POUR L'ELIMINATION DES ORDURES MENAGERES (SYELOM)**

Le Syndicat mixte des Hauts-de-Seine pour l'Elimination des Ordures Ménagères (SYELOM) a pour objet le traitement des déchets ménagers et assimilés, la mise en décharge des déchets ultimes ainsi que les opérations de transport, de tri ou de stockage qui s'y rapportent.

Le SYELOM peut également mettre en œuvre toute action et étude ayant pour objet le développement et la valorisation de la connaissance et du savoir-faire en matière de traitement des déchets.

Conformément à l'article 6 des statuts du Syndicat mixte des Hauts-de-Seine pour l'Elimination des Ordures Ménagères (SYELOM), il appartient au Conseil municipal de désigner deux délégués titulaires parmi ses membres pour le représenter au sein du Comité syndical.

D'après l'article L. 5211-7 du Code général des collectivités territoriales, les délégués sont élus par le Conseil municipal au scrutin secret à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrage, le plus âgé est déclaré élu.

Il est donc proposé au Conseil municipal de procéder à la désignation, au scrutin majoritaire uninominal de deux délégués titulaires.

## LE CONSEIL,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-21, L. 5711-1, L. 5211-7, L. 5211-8, L. 5212-6 et L.5212-7,

Vu les statuts du Syndicat Mixte des Hauts-de-Seine pour l'Elimination des ordures Ménagères (SYELOM),

Vu le rapport de la Direction générale,

Considérant qu'il y a lieu de désigner deux délégués titulaires pour représenter le Conseil municipal au sein du Comité du Syndicat Mixte des Hauts-de-Seine pour l'Elimination des Ordures Ménagères (SYELOM),

## DÉLIBÈRE :

**Article unique** : Au scrutin majoritaire uninominal, sont déclarés élus pour représenter le Conseil municipal au sein du Comité du Syndicat Mixte des Hauts-de-Seine pour l'Elimination des Ordures Ménagères (SYELOM) :

- 
- 

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*

*Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N°14**

**REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL  
AU SEIN DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA  
PERIPHERIE DE PARIS POUR L'ELECTRICITE ET LES  
RESEAUX DE COMMUNICATION (SIPPEREC)**

## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

# **REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA PERIPHERIE DE PARIS POUR L'ELECTRICITE ET LES RESEAUX DE COMMUNICATION (SIPPEREC)**

Le Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Communication (SIPPEREC) constitue l'autorité organisatrice des réseaux de communications électroniques et des services de communication audiovisuelle. Il participe également à la maîtrise d'ouvrage des travaux d'électrification sur le réseau des distributions publiques d'électricité et agit pour le développement des énergies renouvelables et du système d'information géographique.

Conformément à l'article 10 des statuts du Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Communication (SIPPEREC), il appartient au Conseil municipal de désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant parmi ses membres pour le représenter au sein du Comité syndical.

D'après l'article L. 5211-7 du Code général des collectivités territoriales les délégués sont élus par le Conseil municipal au scrutin secret à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrage, le plus âgé est déclaré élu.

Il est donc proposé au Conseil municipal de procéder à la désignation, au scrutin majoritaire uninominal :

- d'un délégué titulaire
- d'un délégué suppléant

## LE CONSEIL,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-21, L. 5711-1, L. 5211-7, L. 5211-8, L. 5212-6 et L.5212-7,

Vu les statuts du Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Communication (SIPPEREC),

Vu le rapport de la Direction générale,

Considérant qu'il y a lieu de désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant pour représenter le Conseil municipal au sein du Comité du Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Communication (SIPPEREC),

## DÉLIBÈRE :

**Article unique** : Au scrutin majoritaire uninominal, sont déclarés élus pour représenter le Conseil municipal au sein du Comité du Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Communication (SIPPEREC) :

-  
-

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*

*Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*



# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N°15**

**REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL  
AU SEIN DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE GAZ  
ET L'ELECTRICITE EN ILE DE FRANCE (SIGEIF)**

## **RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE**

### **REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE GAZ ET L'ELECTRICITE EN ILE DE FRANCE (SIGEIF)**

Le Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile-de-France (SIGEIF) a compétence en matière de service public de distribution de gaz et d'électricité (étude de toutes questions relatives à la production, au transport, à la distribution et à l'utilisation du gaz et de l'électricité, etc.), en matière de voirie communale (construction et entretien des réseaux d'éclairage public, conseils en études et exploitation, etc.) et enfin en matière de communication électronique, télécommunications, radiodiffusion et vidéocommunication.

Conformément à l'article 5 des statuts du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile-de-France, il appartient au Conseil municipal de désigner parmi ses membres un délégué titulaire et un délégué suppléant pour le représenter au sein du Comité d'administration du SIGEIF.

D'après l'article L. 5211-7 du Code général des collectivités territoriales les délégués sont élus par le Conseil municipal au scrutin secret à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrage, le plus âgé est déclaré élu.

Il proposé au Conseil municipal de procéder à la désignation, au scrutin majoritaire uninominal :

- d'un délégué titulaire
- d'un délégué suppléant

## LE CONSEIL,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-21, L. 5711-1, L. 5211-7, L. 5211-8, L. 5212-6 et L. 5212-7,

Vu les statuts du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile-de-France (SIGEIF),

Vu le rapport de la Direction générale,

Considérant qu'il y a lieu de désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant pour représenter le Conseil municipal au sein du Comité d'administration du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile-de-France (SIGEIF),

## DÉLIBÈRE :

**Article unique** : Au scrutin majoritaire uninominal, sont déclarés élus pour représenter le Conseil municipal au sein du Comité d'Administration du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile-de-France (SIGEIF) :

-  
-

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*

*Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N°16**

**REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL  
AU SEIN DU SYNDICAT MIXTE DE CHAUFFAGE URBAIN  
DE LA DEFENSE (SICUDEF)**

## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

### **REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU SYNDICAT MIXTE DE CHAUFFAGE URBAIN DE LA DEFENSE (SICUDEF)**

Le Syndicat Mixte de Chauffage Urbain de la Défense (SICUDEF) a pour objet d'organiser et d'assurer le service public de chauffage urbain et de climatisation des immeubles construits et à construire dans la zone correspondant au périmètre des Opérations d'Intérêt National de la Défense et de Seine Arche telles que définies par l'article R. 121-4-1 du Code de l'urbanisme, situées sur une partie du territoire des communes de Courbevoie, Nanterre et Puteaux.

Conformément à l'article 5.1 du statut du Syndicat Mixte de Chauffage Urbain de la Défense (SICUDEF), il appartient au Conseil municipal de désigner trois représentants au sein Comité syndical.

D'après l'article L. 5211-7 du Code général des collectivités territoriales, les délégués sont élus par le Conseil municipal au scrutin secret à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrage, le plus âgé est déclaré élu.

Il est donc proposé au Conseil municipal de procéder à la désignation au scrutin majoritaire uninominal de trois délégués.

## LE CONSEIL,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-21, L. 5711-1, L. 5211-7, L. 5211-8, L. 5212-6 et L. 5212-7,

Vu les statuts du Syndicat Mixte de Chauffage Urbain de la Défense (SICUDEF),

Vu le rapport de la Direction générale,

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de procéder à la désignation de trois délégués pour le représenter au sein du Comité du Syndicat Mixte de Chauffage Urbain de la Défense (SICUDEF),

## DÉLIBÈRE :

**Article unique** : Au scrutin majoritaire uninominal, sont déclarés élus pour représenter la Commune au sein du Comité du Syndicat Mixte de Chauffage Urbain de la Défense (SICUDEF) :

- 
- 
- 

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*

*Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N°17**

**REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL  
AU SEIN DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL FUNERAIRE  
DE LA REGION PARISIENNE (SIFUREP)**

## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

### **REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL FUNERAIRE DE LA REGION PARISIENNE (SIFUREP)**

Le SIFUREP a pour objet d'assurer le service extérieur des pompes funèbres, de créer et/ou de gérer les crématoriums et les sites cinéraires, de lancer toutes études préalables nécessaires à l'accomplissement des missions du syndicat et enfin d'assurer toute mission de conseil et d'assistance liée à l'objet du syndicat auprès des adhérents.

Conformément à l'article 7 des statuts du Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne (SIFUREP), il appartient au Conseil municipal de désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant parmi ses membres pour le représenter au sein du Comité syndical.

D'après l'article L. 5211-7 du Code général des collectivités territoriales les délégués sont élus par le Conseil municipal au scrutin secret à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrage, le plus âgé est déclaré élu.

Il est donc proposé au Conseil municipal de procéder à la désignation, au scrutin majoritaire uninominal :

- d'un délégué titulaire
- d'un délégué suppléant



## LE CONSEIL,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-21, L. 5711-1, L. 5211-7, L. 5211-8, L. 5212-6 et L. 5212-7,

Vu les statuts du Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne (SIFUREP),

Vu le rapport de la Direction générale,

Considérant qu'il y a lieu de désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant pour représenter le Conseil municipal au sein du Comité du Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne (SIFUREP),

## DÉLIBÈRE :

**Article unique** : Au scrutin majoritaire uninominal, sont déclarés élus pour représenter le Conseil municipal au sein du Comité du Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne (SIFUREP) :

-  
-

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*

*Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N°18**

**REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU  
SEIN DU SYNDICAT MIXTE PARIS-METROPOLE**

## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

### **REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU SYNDICAT MIXTE PARIS-METROPOLE**

Dans un objectif général de résorber durablement les inégalités de développement au sein des territoires, de contribuer à l'adaptation écologique de la métropole et de favoriser l'essor économique sur le territoire métropolitain, le syndicat mixte Paris-Métropole a pour objet la réalisation d'études de niveau métropolitain concernant notamment l'aménagement, l'environnement, le développement économique, l'emploi ou le logement et l'habitat.

Conformément à l'article 6.2 des statuts du syndicat mixte Paris-Métropole, il appartient au Conseil municipal de désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant parmi ses membres pour le représenter au sein du Comité syndical.

D'après l'article L. 5211-7 du Code général des collectivités territoriales, les délégués sont élus par le Conseil municipal au scrutin secret à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrage, le plus âgé est déclaré élu.

Il est donc proposé au Conseil municipal de procéder à la désignation, au scrutin majoritaire uninominal :

- d'un délégué titulaire
- d'un délégué suppléant

## LE CONSEIL,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-21, L. 5211-8, L. 5212-6, L.5212-7 et L. 5711-1,

Vu les statuts du syndicat mixte Paris-Métropole,

Vu le rapport de la Direction générale,

Considérant qu'il y a lieu de désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant pour représenter le Conseil municipal au sein du Comité syndical de Paris-Métropole,

## DÉLIBÈRE :

**Article unique** : Au scrutin majoritaire uninominal, sont déclarés élus pour représenter le Conseil municipal au sein du Comité syndical de Paris-Métropole :

- 
- 

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*

*Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N°19**

**REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU  
SYNDICAT MIXTE AUTOLIB' METROPOLE**

## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

### **REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU SYNDICAT MIXTE AUTOLIB' METROPOLE**

Le syndicat mixte d'automobiles en libre-service est composé de la Ville de Paris, des communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne compris dans la « banlieue intérieure » de l'agglomération parisienne, les départements de la petite couronne et la région Île-de-France.

Le syndicat a pour objet l'étude, la réalisation et l'exploitation d'un service public de véhicules automobiles en libre-service.

Conformément à l'article 10 des statuts du syndicat mixte Autolib' Métropole, il appartient au Conseil municipal de désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant parmi ses membres pour le représenter au sein du comité syndical.

Il est donc proposé au Conseil municipal de procéder au scrutin uninominal, à la désignation :

- d'un délégué titulaire
- d'un délégué suppléant

## LE CONSEIL,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-21, L. 5211-8, L. 5212-6, L.5212-7 et L. 5711-1,

Vu les statuts du Syndicat mixte Autolib' Métropole,

Vu le rapport de la Direction générale,

Considérant qu'il y a lieu de désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant pour représenter le Conseil municipal au sein du Comité du Syndicat mixte Autolib' Métropole,

## DÉLIBÈRE :

**Article unique** : Au scrutin majoritaire uninominal sont déclarés élus pour représenter le Conseil municipal au sein du Comité du Syndicat mixte Autolib' Métropole :

-  
-

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*

*Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N°20**

**REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU  
SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA  
MAISON DE L'EMPLOI**



## **RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE**

<b>REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MAISON DE L'EMPLOI</b>
---

La Maison de l'emploi a pour but de développer une stratégie territoriale partagée, de participer à l'anticipation des mutations économiques, de contribuer au développement de l'emploi local et développe des actions en matière d'accueil, d'orientation ou d'accompagnement des personnes à la recherche d'un emploi.

Conformément à l'article 6.1 des statuts de la Maison de l'emploi, il appartient au Conseil municipal de désigner un représentant au sein du Conseil d'administration.

Il est donc proposé au Conseil municipal de procéder au scrutin majoritaire uninominal, à la désignation d'un représentant.

## LE CONSEIL,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-21,

Vu la délibération n° 3549 du Conseil municipal de la Ville de Puteaux en date du 27 novembre 2006 approuvant les statuts de la Maison de l'emploi,

Vu les statuts de la Maison de l'emploi,

Vu le rapport de la Direction générale,

Considérant qu'il y a appartient au Conseil municipal de procéder à la désignation d'un représentant au sein du Conseil d'administration de la Maison de l'emploi,

## DELIBERE :

**Article unique** : Au scrutin majoritaire uninominal, est déclaré élu pour représenter la Commune au sein du Conseil d'administration de la Maison de l'emploi :

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*

*Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N°21**

**REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU  
SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA  
MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE  
PARTENAIRES POUR L'EMPLOI**

## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

### **REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE PARTENAIRES POUR L'EMPLOI**

La mission locale Partenaires pour l'emploi regroupe les villes de Courbevoie, Levallois-Perret, Bois-Colombes, Neuilly-sur-Seine et Puteaux.

Cette association a pour but l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique locale concertée d'insertion professionnelle et sociale des jeunes âgés de 16 à 25 ans, résidents des communes membres.

Conformément à l'article 5 des statuts de l'association le Conseil municipal doit désigner trois représentants au sein du collège des représentants des collectivités territoriales.

Il est donc proposé au Conseil municipal, au scrutin majoritaire uninominal, de procéder à la désignation de trois représentants au sein de la mission locale Partenaires pour l'emploi.

## LE CONSEIL,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-21,

Vu la délibération n°652 datée du 26 septembre 2009 approuvant l'adhésion de la Ville de Puteaux à la mission locale intercommunale Partenaires pour l'emploi,

Vu le rapport de la Direction générale,

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de désigner trois représentants pour siéger au sein du collège des représentants des collectivités territoriales de la mission locale intercommunale Partenaires pour l'emploi,

## DELIBERE :

**Article unique** : Au scrutin majoritaire uninominal, sont déclarés élus pour représenter la Commune au sein du collège des représentants des collectivités territoriales de la mission locale intercommunale Partenaires pour l'emploi,

-  
-  
-

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*

*Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N° 22**

**REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU  
SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU LYCEE  
PROFESSIONNEL LUCIEN VOILIN**

## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

### **REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU LYCEE PROFESSIONNEL LUCIEN VOILIN**

Conformément à l'article R. 421-14 du Code de l'éducation, dans les lycées, 3 représentants de la commune siège de l'établissement doivent être désignés pour représenter le Conseil municipal au sein du Conseil d'administration.

Les représentants de la commune sont désignés en leur sein, par l'assemblée délibérante. Il est procédé à une nouvelle désignation à la suite de chaque renouvellement partiel ou total de l'assemblée délibérante de la collectivité.

Pour chaque représentant titulaire, un représentant suppléant est désigné dans les mêmes conditions. Celui-ci siège au Conseil d'administration en cas d'empêchement du représentant titulaire (article R. 421-33 du Code de l'éducation).

Il est donc proposé au Conseil municipal de procéder à la désignation, au scrutin majoritaire uninominal :

- de 3 délégués titulaires
- de 3 délégués suppléants

## LE CONSEIL,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-21,

Vu le Code de l'éducation et notamment ses articles L. 421-1, L. 421-2, R. 421-14 et R. 421-15,

Vu la circulaire du Recteur de l'Académie de Versailles datée du 30 septembre 2013,

Vu le rapport de la Direction générale,

Considérant qu'il y a lieu de désigner trois délégués titulaires et trois délégués suppléants pour représenter le Conseil municipal au sein du Conseil d'administration du lycée professionnel Lucien Voilin,

## DELIBERE :

**Article 1<sup>er</sup>** : Au scrutin majoritaire uninominal, sont déclarés élus pour représenter le Conseil municipal au sein du Conseil d'administration du lycée Lucien Voilin :

### Titulaires :

- 
- 
- 

### Suppléants :

- 
- 
- 

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*

*Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*



# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N° 23**

**REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU  
SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU LYCEE  
TECHNIQUE AGORA**

## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

### **REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU LYCEE TECHNIQUE AGORA**

Conformément à l'article R. 421-14 du Code de l'éducation, dans les lycées, 3 représentants de la commune siège de l'établissement doivent être désignés pour représenter le Conseil municipal au sein du Conseil d'administration.

Les représentants de la commune sont désignés en leur sein, par l'assemblée délibérante. Il est procédé à une nouvelle désignation à la suite de chaque renouvellement partiel ou total de l'assemblée délibérante de la collectivité.

Pour chaque représentant titulaire, un représentant suppléant est désigné dans les mêmes conditions. Celui-ci siège au conseil d'administration en cas d'empêchement du représentant titulaire (article R. 421-33 du Code de l'éducation).

Il est donc proposé au Conseil municipal de procéder à la désignation, au scrutin majoritaire uninominal :

- de 3 délégués titulaires
- de 3 délégués suppléants

## LE CONSEIL,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-21,

Vu le Code de l'éducation et notamment ses articles L. 421-1, L. 421-2, R. 421-14 et R. 421-15,

Vu la circulaire du Recteur de l'Académie de Versailles datée du 30 septembre 2013,

Vu le rapport de la Direction générale,

Considérant qu'il y a lieu de désigner trois délégués titulaires et trois délégués suppléants pour représenter le Conseil municipal au sein du Conseil d'administration du lycée technique Agora,

## DELIBERE :

**Article 1<sup>er</sup> :** Au scrutin majoritaire uninominal, sont déclarés élus pour représenter le Conseil municipal au sein du Conseil d'administration du lycée Agora :

### Titulaires :

- 
- 
- 

### Suppléants :

- 
- 
- 

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*

*Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N°24**

**REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU  
SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU COLLEGE  
MARECHAL LECLERC**

## **RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE**

### **REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU COLLEGE MARECHAL LECLERC**

Conformément à l'article R. 421-14 du Code de l'éducation, dans les collèges accueillant au moins 600 élèves, 3 représentants de la commune siège de l'établissement doivent être désignés pour représenter le Conseil municipal au sein du Conseil d'administration du collège.

Les représentants de la commune sont désignés en leur sein, par l'assemblée délibérante. Il est procédé à une nouvelle désignation à la suite de chaque renouvellement partiel ou total de l'assemblée délibérante de la collectivité.

Pour chaque représentant titulaire, un représentant suppléant est désigné dans les mêmes conditions. Celui-ci siège au conseil d'administration en cas d'empêchement du représentant titulaire (article R. 421-33 du Code de l'éducation).

Il est donc proposé au Conseil municipal de procéder à la désignation, au scrutin majoritaire uninominal :

- de 3 délégués titulaires
- de 3 délégués suppléants

## LE CONSEIL,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-21,

Vu le Code de l'éducation et notamment ses articles L. 421-1, L. 421-2, R. 421-14 et R. 421-15,

Vu la circulaire du Recteur de l'Académie de Versailles datée du 30 septembre 2013,

Vu le rapport de la Direction générale,

Considérant qu'il y a lieu de désigner trois délégués titulaires et trois délégués suppléants pour représenter le Conseil municipal au sein du Conseil d'administration du collège Maréchal Leclerc,

## DELIBERE :

**Article 1<sup>er</sup>** : Au scrutin majoritaire uninominal, sont déclarés élus pour représenter le Conseil municipal au sein du Conseil d'administration du collège Maréchal Leclerc :

### Titulaires :

- 
- 
- 

### Suppléants :

- 
- 
- 

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*

*Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N°25**

**REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU  
SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU COLLEGE  
LES BOUVETS**

## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

### **REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU COLLEGE LES BOUVETS**

Conformément à l'article R. 421-16 du Code de l'éducation, dans les collèges accueillant moins de 600 élèves et ne comportant pas de section d'éducation spécialisée, deux représentants de la commune siège de l'établissement doivent être désignés pour représenter le Conseil municipal au sein du Conseil d'administration du collège.

Les représentants de la commune sont désignés en leur sein, par l'assemblée délibérante. Il est procédé à une nouvelle désignation à la suite de chaque renouvellement partiel ou total de l'assemblée délibérante de la collectivité.

Pour chaque représentant titulaire, un représentant suppléant est désigné dans les mêmes conditions. Celui-ci siège au conseil d'administration en cas d'empêchement du représentant titulaire (article R. 421-33 du Code de l'éducation).

Il est donc proposé au Conseil municipal de procéder à la désignation, au scrutin majoritaire uninominal :

- de deux délégués titulaires
- de deux délégués suppléants



## LE CONSEIL,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-21,

Vu le Code de l'éducation et notamment ses articles L. 421-1, L. 421-2, R. 421-14 et R. 421-16

Vu la circulaire du Recteur de l'Académie de Versailles datée du 30 septembre 2013,

Vu le rapport de la Direction générale,

Considérant qu'il y a lieu de désigner deux délégués titulaires et deux délégués suppléants pour représenter le Conseil municipal au sein du Conseil d'administration du collège Les Bouvets,

## DELIBERE :

**Article 1<sup>er</sup>** : Au scrutin majoritaire uninominal, sont déclarés élus pour représenter le Conseil municipal au sein du Conseil d'administration du collège Les Bouvets :

### Titulaires :

- 
- 

### Suppléants :

- 
- 

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*

*Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N°26**

**DESIGNATION D'UN MEMBRE DU CONSEIL MUNICIPAL EN  
CHARGE DES QUESTIONS DE DEFENSE**

## **RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE**

### **DESIGNATION D'UN MEMBRE DU CONSEIL MUNICIPAL EN CHARGE DES QUESTIONS DE DEFENSE**

Par une circulaire du 26 octobre 2001, le ministère de la Défense a mis en place un réseau local composé de correspondants défense désignés par les conseils municipaux de chaque commune.

Le correspondant défense remplit une mission d'informations et de sensibilisation des administrés de sa commune aux questions de défense en les orientant, le cas échéant, vers les relais professionnels pouvant les renseigner sur les carrières militaires, le volontariat et la réserve militaire. Il constitue également l'interlocuteur privilégié des autorités civiles et militaires pour les relations armées-Nation.

Il est donc proposé au Conseil municipal de désigner, au scrutin uninominal, un de ses membres aux fins de prendre en charge les questions de défense.

## **LE CONSEIL,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-21,

Vu les circulaires du Ministère de la Défense en date des 21 octobre 2001, 18 février 2002, 16 juillet 2003 et 27 janvier 2004 relatives à la mise en place d'un Conseiller municipal en charge des questions de défense dans chaque commune,

Vu le rapport de la Direction générale,

Considérant que le Conseil municipal doit désigner un de ses membres afin de prendre en charge les questions de défense,

### **DÉLIBÈRE :**

**Article unique** : Désigne M..... pour prendre en charge les questions de défense.

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*

*Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N° 27**

**DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DU CONSEIL  
MUNICIPAL AUX FINS DE DELIVRER LES  
AUTORISATIONS D'URBANISME EN CAS  
D'INTERESSEMENT DU MAIRE OU D'UN MEMBRE  
DE SA FAMILLE**

## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

### **DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DU CONSEIL MUNICIPAL AUX FINS DE DELIVRER LES AUTORISATIONS D'URBANISME DU SOL EN CAS D'INTERESSEMENT DU MAIRE OU D'UN MEMBRE DE SA FAMILLE**

L'article L. 422-7 du Code de l'urbanisme précise que si le maire est intéressé à un projet faisant l'objet d'une demande de permis ou d'une déclaration préalable, soit en son nom personnel, soit comme mandataire, le Conseil municipal de la commune désigne un autre de ses membres pour prendre la décision.

Il est donc proposé au Conseil municipal de désigner un représentant du Conseil municipal aux fins de délivrer les autorisations d'occupation du sol en cas d'intéressement du maire ou d'un membre de sa famille.

## LE CONSEIL,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-21,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment son article L. 422-7,

Vu le rapport de la Direction générale,

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de désigner un représentant si le maire est intéressé à un projet faisant l'objet d'une demande de permis ou d'une déclaration préalable, soit en son nom personnel, soit comme mandataire,

## DELIBERE :

**Article unique :** Au scrutin majoritaire uninominal, est déclaré élu pour délivrer les autorisations d'occupation du sol en cas d'intéressement du Maire ou d'un membre de sa famille :

-

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*

*Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N°28**

**DESIGNATION DES CONTRIBUABLES APPELES A  
ETRE MEMBRES DE LA COMMISSION COMMUNALE  
DES IMPOTS DIRECTS**



## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

### **DESIGNATION DES CONTRIBUABLES APPELES A ETRE MEMBRES DE LA COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS**

La Commission Communale des Impôts Directs (CCID) se réunit annuellement à la demande des services fiscaux et sur convocation du Maire, principalement, pour donner son avis sur la valeur locative des propriétés bâties et non bâties.

Cette valeur locative sert de base de calcul aux trois taxes directes locales (taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti et le non bâti).

L'article 1650 du Code général des impôts impose de renouveler la Commission Communale des Impôts Directs, dans les deux mois suivant le renouvellement du Conseil municipal.

Une liste de 32 noms doit être approuvée en Conseil municipal pour être communiquée au Directeur des Services Fiscaux, qui désignera les membres titulaires et suppléants de façon à répartir équitablement la représentation des membres assujettis aux taxe d'habitation, taxe foncière et cotisation foncière des entreprises.

Les commissaires titulaires et leurs suppléants doivent être de nationalité française ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne, être âgés d'au moins 25 ans et être inscrits sur les rôles des impôts directs locaux.

Parmi ces 32 personnes, deux commissaires doivent être domiciliés en dehors de la commune, mais figurer sur les rôles d'imposition.

Il est ainsi proposé au Conseil municipal de proposer 32 contribuables pouvant être appelés à être membres de la Commission Communale des Impôts Directs.

## LE CONSEIL,

**Vu le Code général des collectivités territoriales,**

**Vu l'article 1650 du Code général des Impôts,**

Considérant que dans les deux mois suivant les élections municipales, la Commission Communale des Impôts Directs doit être renouvelée,

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de proposer une liste de 32 contribuables parmi lesquels le Directeur des services fiscaux choisira 8 membres titulaires et 8 membres suppléants, le Maire étant président de droit,

Considérant qu'un commissaire titulaire et un commissaire suppléant, domiciliés hors de la commune et inscrits sur le rôle des impôts directs locaux, doivent être proposés,

Considérant que les membres titulaires et les membres suppléants doivent être de nationalité française, être âgés de 25 ans au moins et être inscrits sur le rôle des impôts directs locaux,

**Vu le rapport de la direction générale,**

**DELIBERE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Sont proposés pour siéger à la Commission Communale des Impôts Directs :

**Titulaires :**

100  
 90  
 80  
 70  
 60  
 50  
 40  
 30  
 20  
 10  
 0

**Suppléants :**

1  
 2  
 3  
 4  
 5  
 6  
 7  
 8

-  
-  
-  
-  
-  
-  
-  
-  
-

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*

*Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N°29**

**DESIGNATION DES CONTRIBUABLES APPELES A  
ETRE MEMBRES DE LA COMMISSION  
INTERCOMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS**

## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

### **DESIGNATION DES CONTRIBUABLES APPELES A ETRE MEMBRES DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS**

La loi de finances rectificative du 29 décembre 2010 a rendu obligatoire la création des Commissions Intercommunales des Impôts Directs (C.I.I.D.) pour les établissements intercommunaux à fiscalité propre.

La C.I.I.D se réunit annuellement à la demande des services fiscaux et sur convocation du Président de la Communauté d'Agglomération Seine Défense (C.A.S.D.) pour donner son avis sur la valeur locative des propriétés bâties et non bâties des entreprises du territoire.

Cette commission se compose du Président de la C.A.S.D ou d'un Vice-président délégué, de dix commissaires titulaires et de dix suppléants. Les représentants sont répartis en fonction de leur assujettissement aux différents impôts locaux (taxe d'habitation, taxe foncière et cotisation foncière des entreprises).

Une liste de 40 noms doit être approuvée en Conseil communautaire pour être communiquée au Directeur des services fiscaux, qui désignera les membres titulaires et suppléants.

Les commissaires titulaires et leurs suppléants doivent être de nationalité française ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne, être âgés d'au moins 25 ans et être inscrits sur les rôles des impôts directs locaux du territoire de la C.A.S.D..

Il est ainsi proposé au Conseil municipal d'établir une liste de 20 contribuables pouvant être appelés à être membres de la Commission Intercommunale des Impôts Directs.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-21,

Vu l'arrêté de création de la Communauté d'Agglomération Seine-Défense pris par le Préfet le 20 décembre 2010,

Vu le rapport de la Direction générale,

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de proposer au Conseil communautaire, une liste de 20 contribuables,

Considérant que, par suite, le Conseil communautaire établira une liste de 40 contribuables du territoire parmi lesquels le Directeur des services fiscaux choisira 10 membres titulaires et 10 membres suppléants, le Président de la Communauté d'Agglomération Seine-Défense étant président de droit,

Considérant que les membres titulaires et les membres suppléants doivent être de nationalité française ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne, être âgés de 25 ans au moins et être inscrits sur le rôle des impôts directs du territoire de l'établissement public de coopération intercommunale,

**Article unique :** Au scrutin de liste majoritaire, sont proposés pour siéger au sein de la Commission Intercommunale des Impôts Directs :

**Titulaires :**

- —  
—  
—  
—  
—  
—  
—  
—  
—

Suppléants :

- 
- 
- 
- 
- 
- 
- 
- 
- 
- 

*« La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de Justice Administrative, les personnes résidant en outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance respectivement de un et deux mois pour saisir le Tribunal. »*

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N°30**

**REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL  
AU SEIN DE L'ASSOCIATION SYN-COM**



## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

### **REPRESENTATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DE L'ASSOCIATION SYN-COM**

L'association SYN-COM a pour but d'apporter, par l'usage d'un outil informatique, une aide à la gestion des travaux de voirie aux communes adhérentes au Syndicat des eaux d'Ile de France (SEDIF), au Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France (SIGEIF) et au Syndicat intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'électricité et les réseaux de communication (SIPPEREC).

Conformément à l'article 9 des statuts de l'association SYN-COM, il appartient au Conseil municipal de désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant parmi ses membres pour le représenter au sein du Conseil d'administration de l'association SYN-COM.

Il est donc proposé au Conseil municipal de procéder à la désignation, au scrutin majoritaire uninominal :

- d'un délégué titulaire
- d'un délégué suppléant

## LE CONSEIL,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-21 et L. 2121-33,

Vu le rapport de la Direction générale,

Vu les statuts de l'association SYN-COM,

Considérant qu'il y a lieu de désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant pour représenter le Conseil municipal au sein du Conseil d'administration de l'association SYN-COM,

## DÉLIBÈRE :

**Article unique** : Au scrutin majoritaire uninominal, sont déclarés élus pour représenter le Conseil municipal au sein du Conseil d'administration de l'association SYN-COM :

-  
-

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*

*Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 4 AVRIL 2014**

## **QUESTION N° 31**

**PRISE EN CHARGE DES FRAIS LIES A L'ACCUEIL  
D'UNE DELEGATION D'OPOCNO (REPUBLIQUE  
TCHEQUE) ET AU DEPLACEMENT D'UNE  
DELEGATION DE PUTEAUX**

## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

### **PRISE EN CHARGE DES FRAIS LIES A L'ACCUEIL D'UNE DELEGATION D'OPOCNO (REPUBLIQUE TCHEQUE) ET AU DEPLACEMENT D'UNE DELEGATION DE PUTEAUX**

La Ville de Puteaux accueillera du 4 au 7 avril 2014 une délégation d'OPOCNO (République Tchèque), ville jumelée avec Puteaux, dans le cadre du dévoilement du buste de KUPKA offert par le Ministère de la Culture tchèque à la Ville de Puteaux.

Par ailleurs, une délégation de la Ville de Puteaux se rendra à OPOCNO les 30 et 31 mai 2014 pour le vernissage de l'exposition KUPKA au musée d'OPOCNO. Conformément à l'article L2123-18 du code général des collectivités territoriales, je vous propose d'accorder à Madame Raymonde MADRID, conseillère municipale, un mandat spécial pour représenter le conseil municipal lors de ce déplacement.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la prise en charge des frais liés à l'accueil de la délégation de la Ville jumelle d'OPOCNO estimés à 7500 euros,
- d'accorder à Madame Raymonde MADRID, conseillère municipale, un mandat spécial pour représenter la Ville de Puteaux lors d'un déplacement à OPOCNO les 30 et 31 mai 2014 pour le vernissage de l'exposition KUPKA au musée d'OPOCNO et d'autoriser la prise en charge des frais de déplacement y afférents.

## **LE CONSEIL,**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le rapport de la direction générale,

Considérant que la Ville de Puteaux accueillera du 4 au 7 avril 2014 une délégation d'OPOCNO (République Tchèque), ville jumelée avec Puteaux, dans le cadre du dévoilement du buste de KUPKA offert par le Ministère de la Culture tchèque à la Ville de Puteaux,

Considérant que Madame Raymonde MADRID, conseillère municipale, représentera la Ville de Puteaux dans la délégation qui se rendra à OPOCNO les 30 et 31 mai 2014 pour le vernissage de l'exposition KUPKA au musée d'OPOCNO,

## **DELIBERE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Autorise la prise en charge des frais liés à l'accueil de la délégation de la Ville jumelle d'OPOCNO estimés à 7500 euros du 4 au 7 avril 2014.

**Article 2 :** Accorde à Madame Raymonde MADRID, conseillère municipale, un mandat spécial pour représenter la Ville de Puteaux lors d'un déplacement à OPOCNO les 30 et 31 mai 2014 pour le vernissage de l'exposition KUPKA au musée d'OPOCNO et autorise la prise en charge des frais de déplacement y afférents.

**Article 3 :** La dépense sera prélevée sur le compte ouvert à cet effet au budget de l'exercice en cours.

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*

*Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*